

HRW appelle le Conseil de sécurité à redoubler d'efforts dans la crise au Burundi

Human Rights Watch, à 20 juin 2019 Que cherche à cacher le Burundi ? L'ONU devrait renforcer l'attention portée aux abus qui se poursuivent à l'approche des élections de 2020 La semaine dernière, plusieurs membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ont fait part de leurs inquiétudes face à la situation au Burundi, soulignant la répression politique qui se durcit à l'approche des élections de 2020, les restrictions imposées aux médias indépendants et les efforts de médiation régionaux bloqués. Dans un contexte de crise humanitaire grandissante, près de 1,8 million de Burundais sont menacés d'insécurité alimentaire.

D'autres membres du Conseil, tels que la Russie, la Chine et la Guinée équatoriale, ont fait valoir que le Burundi ne devrait même pas figurer sur l'agenda du Conseil, affirmant que le calme et la stabilité avaient été rétablis et d cr paratifs des élections et le rapatriement des réfugiés en cours. Le gouvernement burundais évoque souvent les à motifs politiques à derrière le suivi du Conseil. Malgré de nombreuses preuves indiquant des tendances inquiétantes, certains pays continuent de répéter ligne officielle du gouvernement selon laquelle tout va bien au Burundi. Au cours des quatre années écoulées depuis le début de la crise burundaise, le gouvernement n'a ménagé aucun pour éliminer toute possibilité de critique indépendante et de dissidence. Des enquêtes récentes menées par Human Rights Watch, des groupes de défense des droits exilés et la Commission d'enquête des Nations unies sur le Burundi  brossent un tableau inquiétant des abus et de la répression. Juste un jour après la réunion du Conseil du 14 juin, un bureau du parti d'opposition Congrès national pour la liberté (CNL) dans la province de Bujumbura Rural a été incendié. Un représentant du CNL a déclaré que la police avait arrêté 15 membres du parti juste avant l'incident. Lundi, un ordre du gouvernement a été publié annonçant la suspension de PARCEM, l'une des dernières organisations indépendantes de défense des droits au Burundi. Le gouvernement a accusé le PARCEM de ternir l'image du pays et de ses dirigeants. L'organisation dirigeait la campagne    Ukuri Ku Biduhande   (  la vérité sur les défis auxquels le pays est confronté) et faisait un travail de sensibilisation sur des problèmes critiques allant du paludisme à l'insécurité alimentaire. Cette intolérance a également été adressée aux observateurs internationaux. Après la fermeture du bureau des droits de l'homme des Nations Unies au Burundi et le blocage de l'accès à la Commission d'enquête, le gouvernement a aurait menacé de couper les liens avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général. Les autorités burundaises espèrent que si le monde ne voit pas leurs abus, il n'en parlera pas. Les membres du Conseil de sécurité devraient redoubler d'efforts pour arrêter ces abus, notamment en demandant à la Commission d'enquête de lui présenter ses conclusions. La crise burundaise risque de s'aggraver avant les élections de 2020 et ce n'est pas le moment de détourner le regard. Lewis Mudge Directeur, Afrique centrale

 

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});